

Growing inequalities in Vietnam

Camille Saint-Macary*, Xavier Oudin, Quỳnh Hoàng

DIAL, LEDa, IRD, CNRS, Université Paris-Dauphine, Université PSL, 75016 PARIS, France

Received 19 June 2020

Revised 10 July 2020. Accepted 30 July 2020

Abstract : In the last three decades, thanks to a fast economic growth, Vietnam has experienced a massive reduction of poverty, making it a success story in development economics. The reforms engaged by the country since 1986 to liberalize the economy and to open it up to foreign investors have largely contributed to this achievement. However, these impressive progresses at the national level hide important disparities throughout the country, and although poverty was reduced, inequalities may well have risen during that period. The country lacks reliable data on income distribution to formally assess this fact, but a closer look at the education and health sectors, and at land access, shows signs of an increasing gap between the poor and the rich. Moreover, a decomposition of income growth by ethnicity shows that progress has taken place at a much slower pace among ethnic minority groups than within the Kinh majority, and that the gap between these groups has risen. This last observation is not only explained by differences in geographic location, it also finds roots in the sociocultural relations between ethnic groups.

Keywords : Inequalities, poverty, economic growth, *Đổi Mới*, ethnic minorities.

* Corresponding author.

E-mail : saint-macary@dial.prd.fr, xavier.oudin@ird.fr, quynhhoang176@gmail.com

Accroissement des inégalités au Vietnam

Camille Saint-Macary*, Xavier Oudin, Quỳnh Hoàng

DIAL, LEDa, IRD, CNRS, Université Paris-Dauphine, Université PSL, 75016 PARIS, France

Reçu le 19 juin 2020

Relu et modifié le 10 juillet 2020. Accepté le 30 juillet 2020

Résumé : Au cours des trois dernières décennies, grâce à une croissance économique rapide, le Vietnam a connu une réduction massive de la pauvreté, ce qui en fait une réussite en matière d'économie du développement. Les réformes engagées par le pays depuis 1986 pour libéraliser l'économie et l'ouvrir aux investisseurs étrangers ont largement contribué à cette réussite. Toutefois, ces progrès impressionnants au niveau national cachent d'importantes disparités dans l'ensemble du pays et, bien que la pauvreté ait été réduite, les inégalités pourraient bien avoir augmenté au cours de cette période. Le pays ne dispose pas de données fiables sur la répartition des revenus pour évaluer officiellement ce fait, mais un examen plus approfondi des secteurs de l'éducation et de la santé, ainsi que de l'accès à la terre, montre des signes d'un écart croissant entre les pauvres et les riches. En outre, une décomposition de la croissance des revenus par ethnicité montre que les progrès ont été beaucoup plus lents au sein des groupes ethniques minoritaires qu'au sein de la majorité Kinh, et que l'écart entre ces groupes s'est creusé. Cette dernière observation ne s'explique pas seulement par les différences de localisation géographique, elle trouve également ses racines dans les relations socioculturelles entre les groupes ethniques.

Mots-clés : Inégalités, pauvreté, croissance économique, *Đổi Mới*, minorités ethniques.

1. Introduction

Depuis une trentaine d'années, le Vietnam a connu une spectaculaire baisse de la pauvreté. Cela est dû à une croissance économique très rapide. Le PIB du Vietnam a été multiplié par six en 28 ans, et le PIB par habitant par quatre et demi¹. La réforme du système économique en décembre 1986, connue sous le nom de *Đổi Mới* (renouveau) explique ces bonnes performances. L'ouverture du pays aux investissements internationaux, l'intégration dans l'économie régionale et mondiale, l'abandon de l'économie centrale planifiée au profit du marché et la dissolution des coopératives au profit des entreprises individuelles ont permis une bien meilleure mobilisation des ressources.

* Coordonnées des auteurs.

Courriel : saint-macary@dial.prd.fr, xavier.oudin@ird.fr, quynhhoang176@gmail.com

¹ Source : Nos propres calculs d'après les taux de croissance publiés par la Banque Mondiale, de 1990 à 2018, en valeur constante (par comparaison, la croissance du PIB en France est de 50 % sur la même période et de 33 % par habitant).

Cet enrichissement de l'ensemble de la population a-t-il réduit ou augmenté les inégalités dans le pays ? Relativement égalitaire dans la pauvreté avant 1990, il semblerait que cette forte croissance ait plutôt augmenté les inégalités. Mais on ne dispose pas de données nationales pour l'affirmer. En revanche, de nombreux signaux dans des études sectorielles, notamment dans l'éducation et la santé, montrent comment les écarts se creusent entre riches et pauvres.

De plus, la perception des inégalités s'accroît dans la population et aussi chez les acteurs politiques et sociaux. Dans le cadre d'une « croissance inclusive » et des politiques visant à respecter les objectifs de développement durable 2030, l'accent est mis sur la part la plus pauvre de la population. La mise en place d'un système d'assurance santé et d'autres mesures visant à améliorer le niveau de vie des plus démunis sont un axe des politiques actuelles.

Les analyses de la pauvreté au Vietnam montrent que les minorités ethniques (15 % de la population) ont une proportion de pauvres bien plus importante que les *Kinh* et, d'autre part, que la baisse de la pauvreté dans les minorités est moins rapide que pour le reste de la population. De plus, en prenant d'autres indicateurs de la pauvreté, comme l'accès aux soins de santé ou le niveau d'éducation, les minorités continuent à avoir un retard important. Ainsi, l'un des aspects majeurs de la pauvreté et des inégalités au Vietnam concerne les minorités ethniques.

Nous considérerons donc dans une première partie les inégalités dans leur ensemble au Vietnam avant de voir, dans une seconde partie, la situation des minorités ethniques en matière de pauvreté.

2. L'accroissement probable des inégalités au Vietnam

2.1. Les inégalités à l'échelon national sont mal mesurées

Les statistiques sur la distribution des revenus et leur évolution à l'échelle nationale dépendent d'une enquête unique, le VHLSS (Vietnam Households Living Standard Survey). La première a été faite en 1992-1993, la seconde en 1998 (avec un panel) avec la participation de la Banque Mondiale. Par la suite, le GSO (General Statistics Office) a mené une enquête tous les deux ans sur des échantillons plus importants et avec des panels de ménages sur deux, quatre ou six ans.

De manière générale, les observateurs et les chercheurs s'accordent à dire que la mesure des revenus est incorrecte et largement sous-estimée pour les plus hauts revenus. Pour cette raison, on utilise la consommation des ménages comme « proxy » des revenus. La plupart des mesures des inégalités sont donc faites sur les niveaux de consommation des ménages et non pas sur leurs revenus réels. Or, même si les mesures étaient correctes, l'analyse sur la consommation néglige l'épargne des plus riches et l'endettement des plus pauvres, et donne donc une mesure diminuée de l'intervalle des revenus².

² En Thaïlande, la comparaison de l'intervalle entre les ménages basés sur la consommation et celui basé sur les revenus varie d'un à presque quatre en 1996 et 1999 (la comparaison sur les mêmes critères n'est plus possible par la suite). Les 20 % les plus riches consomment 8 fois plus que les 20 % les plus pauvres, mais

Les salaires, surtout dans la fonction publique, ne sont qu'un faible élément des revenus des travailleurs salariés. Il n'est pas rare, dans l'administration, qu'ils ne constituent qu'un dixième ou moins des revenus³. L'écart officiel des salaires est faible, comme dans les années d'égalitarisme de la période avant le *Đổi Mới*, mais quantité de primes, bonus, rétributions pour consultation extérieure et aussi corruption s'y ajoutent, principalement pour les plus hauts fonctionnaires.

Mais, la majorité de la population active n'est pas salariée et travaille en indépendant ou dans des entreprises familiales. Là encore, les revenus sont mal connus et très largement sous-estimés, surtout pour les plus élevés, dans les enquêtes. Les travailleurs du secteur informel sont censés gagner très peu, mais une enquête sur le secteur informel montre que la moitié des personnes qui y travaillent gagnent plus que le salaire minimum du secteur formel (Pasquier-Doumer *et al.*, 2016). De plus, les VHLSS ne comptent pas de nombreux travailleurs migrants, salariés ou non, car ils n'ont pas de résidence fixe (Pincus et Sender, 2008). La population active, dans son ensemble, et en particulier ses revenus, sont donc très imparfaitement renseignés.

Se basant quand même sur les données des enquêtes VHLSS, de nombreuses publications macro-économiques estiment que les inégalités sont relativement faibles au Vietnam, que ce soit par rapport au passé récent ou aux pays voisins. Un rapport des Nations-Unies (PNUD 2016) montre (à partir des enquêtes VHLSS) que les inégalités ne se sont pas accrues entre 2010 et 2012 et que le Vietnam est plutôt moins inégalitaire que ses voisins. Le coefficient de Gini, indice de mesure des inégalités est de 35,6 (2005-2013) contre 39,4 en Thaïlande ou 43 aux Philippines⁴. Dans « Vietnam 2035 » (World Bank, MPI 2016), il est écrit que le Vietnam a su éviter l'explosion des inégalités comme on le voit dans d'autres économies émergentes, mais que des inégalités d'opportunités restent préoccupantes. Elles concernent en premier lieu les minorités ethniques, mais aussi les handicapés et les migrants⁵. Un autre rapport de la Banque Mondiale sur la pauvreté, écrit en 2018, constate une baisse des inégalités avec un coefficient de Gini passant de 39,3 à 35,3 de 2010 à 2016 (toujours à partir des enquêtes VHLSS) (Pimhidzai, 2018). Ainsi, même si les données varient quelque peu alors qu'elles proviennent des mêmes enquêtes, la tendance officielle est qu'il n'y a pas de trop fortes inégalités au Vietnam et que celles-ci n'augmentent pas.

Plusieurs éléments amènent à douter des mesures de revenu dans cette enquête. L'indice de pauvreté multidimensionnelle, qui prend en compte des indicateurs de santé, d'éducation, d'accès à l'information, etc. fait apparaître des pauvres dans tous les quintiles de revenus de l'enquête VHLSS, ce qui signifie que certains ménages sont

gagnent 30 fois plus (voir World Income Inequality Database IV (<https://www.wider.unu.edu/database/world-income-inequality-database-wiid4>)).

³ Constatation faite par l'auteur. Ainsi, on peut voir des fonctionnaires gagnant officiellement 300 euros par mois, mais dépensant cette somme pour la scolarité des enfants, et propriétaires d'une voiture ou passant régulièrement leurs vacances à l'étranger.

⁴ Le GSO, de son côté, donne un coefficient de Gini de 42 pour les revenus.

⁵ Les inégalités d'opportunités (ou inégalité des chances) sont dues à des « circonstances » qui ne dépendent pas de l'individu (sexe, ethnie, classe sociale...) et non aux « efforts » de l'individu. Ces efforts, au contraire, peuvent créer des inégalités justes ou acceptables (*fair* en anglais).

riches monétairement mais pauvres selon d'autres critères. Le revenu moyen du quintile supérieur (20 % de la population la plus riche), de l'ordre de 400 \$ par mois, ne correspond absolument pas au niveau de consommation de cette catégorie de la population⁶. Ainsi, non seulement l'enquête sous-estime-t-elle les niveaux et écarts de revenus, mais en plus, elle montre nombre d'incohérences concernant les revenus.

L'enquête VHLSS est cependant très utile pour un grand nombre d'informations autres que les revenus. Les structures de consommation, par exemple, sont une information primordiale apportée par l'enquête. De nombreuses informations sur l'éducation, l'accès aux soins de santé, aux moyens de communication, à la mobilité géographique, etc., sont présentes et abondamment exploitées.

L'enquête VHLSS est également la source statistique principale pour la mesure de la pauvreté. Celle-ci a considérablement baissé depuis 1993 où elle était évaluée à 58 %. Ainsi, d'après le rapport que nous venons de citer, le taux de pauvreté était de 20,7 % en 2010 et de 9,8 % en 2016. La croissance a été suffisamment forte pour que le revenu de nombreuses personnes dépasse le seuil de pauvreté⁷, mais rien ne montre que la croissance a été bien répartie. La hausse des revenus était suffisante pour sortir de la pauvreté, mais nombreux sont les non-pauvres qui ont vu leur revenu augmenter de façon plus importante.

La forte croissance économique explique une baisse aussi rapide de la pauvreté depuis 25 ans. Cependant, le revenu des pauvres a-t-il augmenté plus vite que celui des non-pauvres ? Il est difficile de répondre à cette question, mais entre 2014 et 2016, la consommation des pauvres a augmenté moins vite que la moyenne (Pimhidzai, 2018).

Cependant, de nombreuses personnes sorties de la pauvreté restent vulnérables, c'est-à-dire susceptibles d'y retomber en cas de maladie, de perte d'emploi, etc. De plus, il est difficile de lutter contre la pauvreté résiduelle, car ce sont souvent des personnes très isolées ou sans aucun capital social et les coûts de programmes pour les aider sont importants.

2.2. Meilleure appréhension des inégalités dans certains domaines

Malgré l'amélioration générale des revenus, l'accès à l'éducation et aux soins est devenu de plus en plus inégalitaire bien qu'une assurance santé et des aides aux plus pauvres aient été mis en place.

Santé et éducation

Déjà dans les années 1980, les ménages devaient payer en partie les dépenses d'éducation et de santé. Les moyens de l'État étant notoirement insuffisants pour faire fonctionner les structures de soins ainsi que les écoles de manière satisfaisante, la contribution des ménages était de plus en plus sollicitée. Ce processus de participation des ménages mis en place légalement à la fin des années 1980 (juste après le *Đổi Mới*) fut appelé « socialisation ».

⁶ VHLSS 2018 : 9 320 millions de dongs par mois pour le quintile le plus riche (400 \$) et 0,9 million (40 \$) pour le plus pauvre. Le revenu moyen est de 3 876 millions de dongs par mois, soit 167 \$ (General Statistics Office, tabulation sur le site : https://www.gso.gov.vn/default_en.aspx?tabid=783).

⁷ La pauvreté est mesurée de façon absolue (pourcentage de population gagnant moins qu'un certain seuil). Même si ce seuil a été relevé, on ne peut rien déduire de la baisse de la pauvreté sur les inégalités.

La socialisation (*xã hội hóa*) de l'éducation et de la santé s'apparente davantage à une autonomisation, voire une privatisation de ces secteurs et, en tout cas, à une dépense plus forte des ménages pour se soigner ou éduquer leurs enfants. L'État promeut la participation des citoyens afin d'assurer un meilleur service et augmenter l'allocation de ressources dans ces secteurs. L'autonomie grandissante des établissements scolaires et de soin fait que ceux-ci fonctionnent comme des entreprises privées, les salaires et les services délivrés étant en partie payés par les utilisateurs (London, 2014). Il se développe également un vrai secteur privé dans l'éducation et la santé.

Les ménages financent entre 50 % et 60 % des dépenses de santé depuis plus de vingt ans. Mais comme les dépenses de santé des Vietnamiens ont été multipliées par 5 entre 2000 et 2019, les dépenses de santé des ménages occupent une plus grande part de leur revenu. Les riches dépensent beaucoup plus que les pauvres pour accéder à de meilleurs soins. Ce phénomène existe partout, mais prend des proportions inquiétantes au Vietnam.

Pour l'éducation comme pour la santé, l'accès à des services de qualité dépend donc des possibilités de paiement des ménages. Les services de base sont certes accessibles aux ménages les plus pauvres, mais la qualité de ces services est déficiente. Même dans l'éducation primaire où l'ensemble du budget est pris en charge par l'État, des coûts externes sont à la charge des parents. En revanche, les privilégiés mettent leurs enfants dans les meilleurs collèges et lycées et disposent d'un accès aux soins de bonne qualité. Certains lycées publics fonctionnent comme des entreprises privées avec des coûts d'accès bien supérieurs à ce que peuvent fournir les personnes les moins riches de la population. Pour la partie la plus pauvre de la population, l'accès à l'école secondaire est difficile, et impossible dans l'enseignement supérieur.

La propriété de la terre

Les réformes agricoles en 1988, puis en 1993, qui redistribuaient les terres des coopératives aux paysans, ont été réalisées de façon relativement égalitaire (Mellac *et al.*, 2010). Toutes les familles ont reçu des terres en fonction du nombre de leurs membres. Bien que la propriété du sol reste à l'État, les paysans ont le droit d'usage et la possibilité de vendre le droit d'utilisation de la terre (décrets successifs de 1988 à 1993). Assez rapidement, des différences sont apparues entre ceux qui disposaient des meilleures terres et de capital et les autres. Les achats de terre, en particulier par les spéculateurs aux abords des grandes villes ont fait augmenter le nombre de paysans sans terre rapidement. Ainsi, « jusqu'en 2010, les surfaces expropriées auraient atteint environ 745 000 hectares, affectant près de neuf millions de paysans, soit environ 10 % de la population du pays » (Kerkvliet, 2014). Ceux-ci sont plus nombreux dans le sud-est du pays tandis qu'au nord, les inégalités concernant la propriété de la terre s'accroissent (McCaig *et al.*, 2009).

Les mécanismes d'augmentation des inégalités sont étudiés plus précisément dans des monographies de villages. Ainsi, Christophe Gironde explique comment ce sont les relations institutionnelles, c'est-à-dire la position des propriétaires dans les instances dirigeantes des communes et du parti communiste qui sont à l'origine des inégalités. Il précise d'ailleurs que celles-ci existaient déjà avant le *Đổi Mới* (Gironde, 2009).

De même, l'extension rapide des villes ces vingt dernières années a provoqué une hausse des prix et des débats houleux entre paysans et villageois des zones péri-urbaines et l'État allié aux sociétés immobilières. En effet, les prix de compensation imposés aux petits propriétaires étaient largement en dessous des prix du marché.

En milieu urbain, les prix ont également « flambé » depuis le *Đổi Mới*. Les heureux propriétaires qui ont pu faire valoir leurs droits sur des immeubles ou maisons précédemment confisqués sont devenus riches dès qu'ils ont accédé au marché immobilier. Par ailleurs, les nouveaux riches vietnamiens qui ne peuvent pas investir à l'étranger se lancent dans la spéculation immobilière, achetant et revendant dans les nouvelles zones de construction de luxe dans les zones péri-urbaines.

2.3. La perception des inégalités

La perception des inégalités prend de multiples formes et varie selon les pays. Les folles dépenses de quelques personnes très riches attirent, certes, l'attention, mais les familles se comparent surtout avec la population de leur environnement. Là, la perception des inégalités est tout autre. Ainsi, selon l'enquête PAPI 2018, la lutte contre la pauvreté devrait être la tâche la plus importante du gouvernement. En effet, nombreux sont ceux qui, bien que leur situation se soit améliorée depuis vingt ans, craignent de retomber dans la pauvreté (Schuler *et al.*, 2019). Cette « vulnérabilité subjective » est relayée par les institutions internationales et par le gouvernement pour qui l'assurance d'une meilleure stabilité des ménages, notamment avec l'assurance sociale, est un élément clé.

En revanche, la perception des inégalités n'est pas si importante pour la population. Ce sont les plus éduqués (donc en général les mieux nantis) qui sont les plus préoccupés par ce problème qui devrait être traité par le gouvernement, par exemple avec une politique fiscale adaptée (UNDP PAPI 2018).

Les inégalités se traduisent par des différences d'opportunité de réussite pour les individus et notamment pour leurs enfants. Par exemple, les perspectives de professions après les études montrent une grande diversité selon les milieux ou l'ethnie d'origine, même si les enfants de pauvres ou d'ethnies minoritaires peuvent recevoir une éducation de bonne qualité (Rolleston *et al.*, 2013).

Le Vietnam se classe 117^e sur 180 en 2018 dans le classement international de Transparency International concernant la corruption. Sans accorder une importance exagérée à ces indicateurs, la corruption est un phénomène connu au Vietnam. Le gouvernement est d'ailleurs actif dans la lutte contre la corruption. Les journaux relatent régulièrement des arrestations de gros entrepreneurs privés, de fonctionnaires et même de membres du Parti Communiste.

Il est impossible de dire quelle pourrait être l'influence de la corruption sur les inégalités. En revanche, le fait d'être corruptible est en général attaché à un certain pouvoir et donc à un statut social. La corruption est bien un facteur d'inégalité.

Bien qu'on puisse douter de nombreux indicateurs publiés, il ne fait aucun doute que certains facteurs d'inégalités sont bien présents. Parmi eux, l'ethnicité est l'un des facteurs principaux de persistance des inégalités (Kozel, 2014).

3. Persistance de la pauvreté dans les minorités ethniques

3.1. Accroissement des écarts entre groupes ethniques

Les derniers chiffres disponibles sur les taux de pauvreté différenciés par groupes ethniques montrent en effet que la réduction de la pauvreté qu'a connue le pays a moins profité aux groupes ethniques dits minoritaires, qu'au groupe majoritaire, constitué des Kinhs et des Hoas⁸. En 2016, le taux de pauvreté dans le premier groupe atteignait 44,6 % contre 3,1 % seulement dans le second. Et alors que les minorités ethniques ne forment que 15 % de la population, elles représentaient 73 % de la population se situant sous le seuil de pauvreté (Banque Mondiale, 2018). En comparaison, en 2010, le taux de pauvreté observé au sein des minorités ethniques était de 66,3 %, et de 12,9 % pour les Kinhs et les Hoas, les premiers constituant 47 % des ménages pauvres.

Malgré une augmentation globale des revenus et une amélioration des conditions de vie, les inégalités ont eu tendance à s'accroître entre ces deux groupes au cours de la dernière décennie. Les programmes ciblés vers les minorités ethniques que sont les programmes P135 de financement d'infrastructure ou HEPR (Hunger Eradication and Poverty Reduction) visant l'amélioration de l'accès au crédit, à l'éducation ou à la santé, ont sans doute évité une explosion des inégalités, mais n'ont pas permis d'amorcer un rattrapage.

Ainsi, les écarts restent importants dans un grand nombre de domaines. En termes d'éducation par exemple, les données VHLSS de 2016 montrent que si la scolarisation dans le primaire des enfants de tous les groupes ethniques atteint presque 100 %, les élèves du premier groupe quittent l'école bien plus tôt que les autres. À 12 ans, l'écart de scolarisation entre les deux groupes est de 7 points de pourcentage, et à 18 ans, il atteint 40 points. Pour les autres domaines, on peut se référer à l'article de Singhal et Beck (2014), qui analysent l'évolution des inégalités entre Kinhs et non-Kinhs à partir des données de l'enquête VAHRS, une enquête ménage en panel menée auprès de 2 000 ménages ruraux représentatifs de la population de huit provinces du pays, avec un passage biannuel entre 2008 et 2014. Ils montrent des écarts importants et persistants en termes d'accès à la terre, de diversification de l'activité vers le secteur non-agricole, d'exposition au risque ou encore d'accès au crédit. Les auteurs observent toutefois une réduction des écarts dans l'accès à certaines infrastructures comme les routes.

Il faut toutefois noter que les minorités ethniques sont loin de constituer un groupe homogène et que les écarts au sein de ce groupe, entre ethnies, sont importants. De même, les écarts entre les Kinhs et certains groupes ethniques se sont assez nettement résorbés cette dernière décennie (par exemple l'ethnie Muongs ou San Diu), alors que pour d'autres ils se sont accrus (ethnies Kho Mu, Mong, Xo Dang) (CEMA, 2019).

Même lorsque le taux de pauvreté des minorités baisse, ce qui est le cas ces dernières années, elles restent marginalisées. A l'exception de quelques-unes, comme les Tays ou

⁸ Les Hoas sont des Chinois, peu nombreux, qui vivent principalement en ville et ont en moyenne le même niveau de vie que les Kinhs.

les Muongs dans le nord ou, dans une moindre mesure, les Khmers dans le delta du Mékong (CEMA, 2019), les programmes de désenclavement profitent surtout aux Vietnamiens migrant dans les zones d'habitat des minorités. Ainsi, la population des hauts plateaux du centre est maintenant majoritairement vietnamienne alors qu'avant la construction de Dalat, il n'y avait pas de Vietnamiens dans cette zone (Gironde et Tessier, 2015).

3.2. Principales sources des inégalités ethniques au Vietnam

Les inégalités entre groupes ethniques se confondent assez largement avec les facteurs géographiques, qui conditionnent l'accès aux infrastructures (routes, marchés, etc.). La plupart des ethnies minoritaires vivent dans des zones montagneuses et reculées, où les conditions sont moins favorables (infrastructures plus coûteuses, fragilité du sol, ou forte diversité ethnique), alors que les Kinh vivent plus largement dans les centres urbains ou dans les plaines. La géographie n'explique cependant pas à elle seule tous ces écarts : ceux-ci restent forts même à l'intérieur de zones rurales de mêmes régions (Pimhidzai, 2018) et également à l'intérieur même de communes rurales mixtes où cohabitent Kinh et non-Kinh (Hoang *et al.*, 2018).

La littérature observe, en effet, qu'aux écarts de dotation s'ajoutent des écarts de rendement aux différents types de capital (éducation, terre, crédit, etc.). En d'autres termes, quand bien même un Kinh et un non-Kinh seraient dotés de la même quantité de capital, les bénéficiaires pour les seconds resteraient moindres⁹. Selon la littérature, deux facteurs conduisent à ces différences de rendement : la distance socio-culturelle entre Kinh et non-Kinh, ou les discriminations présentes et/ou passées (Van de Walle et Gunewardena, 2001 ; Baulch *et al.*, 2012).

3.3. La distance sociale et les discriminations comme facteur d'inégalités

On trouve dans la littérature de nombreuses évidences de l'existence de ces distances socio-culturelles et de discriminations envers les non-Kinh. Le sociologue Vu Hong Phong (2013) décrit les relations entre Muongs et Kinh dans une zone des montagnes du nord-ouest où les deux populations cohabitent, la première étant native de la zone et la deuxième étant arrivée à la suite de migrations internes. L'auteur montre que s'il existe certaines formes de coopération entre les deux groupes, les tensions liées à l'accès aux ressources et aux stéréotypes subsistent. Ainsi, les termes « népotisme », « sous-développement », « buveurs excessifs » sont souvent utilisés par les Kinh pour désigner la communauté Muong, et inversement, les Muongs se disent « regardés de haut » par les Kinh, et leur attribuent des termes « insensibles » ou « fourbes ». L'étude montre également que la distance sociale entre les deux groupes est plus fortement perçue

⁹ Ainsi par exemple, un agriculteur non-Kinh disposant d'une même technologie qu'un agriculteur Kinh pourrait obtenir des rendements plus faibles du fait d'un manque de connaissances ou de coutumes différentes. Sur le marché du travail, un travailleur non-Kinh pourrait être discriminé ou payé un plus faible salaire, ou un auto-entrepreneur non-Kinh, pour les mêmes raisons, pourrait avoir plus de difficulté à vendre sa production.

par les Kinhs que par les Muongs. Des observations similaires sont rapportées par Duong Bích Hạnh (2008) ou McElwee (2008) sur les liens entre Kinhs et différents groupes ethniques dans les régions montagneuses du nord ou du centre. Les stéréotypes envers les ethnies minoritaires sont donc bien présents dans la société vietnamienne et sont même relayés par les médias comme le montre l'étude ISEE (2011) qui analyse le contenu de 500 articles des journaux les plus populaires.

Les conséquences économiques de cette distance sociale sont aussi mises en évidence dans la littérature. Ainsi, Nguyen *et al.* (2017) montrent dans une étude récente que la barrière linguistique est source d'une moindre croissance économique pour les minorités ethniques. Hoang *et al.* (2018) montrent à partir des données VAHRS que cette distance conduit à des différences importantes dans la composition et la structure des réseaux sociaux formés par les Kinhs et les non-Kinhs cohabitant dans des communes rurales mixtes. L'une des fonctions importantes de ces réseaux étant l'assurance contre le risque, ces différences ont des incidences sur la capacité des ménages à faire face aux nombreux risques auxquels ils sont exposés en milieu rural, d'ordres climatiques ou économiques. Or, un faible degré d'assurance contre le risque est une source de trappe à pauvreté importante dans ces zones. Les autrices montrent que les Kinhs forment des réseaux sociaux plus larges, et plus dispersés géographiquement et économiquement (type d'emploi) que les non-Kinhs et sont mieux à même de faire face à ces risques.

Au-delà de l'environnement défavorable dans lequel vivent les ethnies minoritaires, la persistance des inégalités horizontales au Vietnam s'explique donc par la distance sociale entre groupes, et possiblement aussi par des discriminations à l'encontre des groupes minoritaires. Tant que ces deux facteurs ne seront pas réduits, il est très probable que les écarts entre groupes se maintiendront.

4. Conclusion

Pour les institutions internationales, le développement du Vietnam depuis trente ans est une « success story ». Le niveau de vie de la population, les infrastructures agricoles et industrielles, l'intégration du pays dans la région asiatique et dans le monde se sont considérablement améliorés. La principale source d'inquiétude reste la question environnementale et le changement climatique. En revanche, la lutte contre les inégalités, la disparition de la pauvreté, l'intégration des minorités, l'adaptation des institutions publiques sont des problèmes que le gouvernement et l'aide internationale peuvent traiter, même s'il reste beaucoup à faire.

Pourtant, les facteurs d'inégalités subsistent et semblent même se développer. Les inégalités géographiques et entre villes et campagnes, l'accès à l'éducation qui reste, dans ses plus hautes sphères, réservée aux plus fortunés, la captation des ressources en capital (ou de la rente) par une élite ou la discrimination contre les minorités contribuent à creuser le fossé entre pauvres et riches. Il est vrai que la constitution d'une classe moyenne atténue cette vision trop dichotomique.

Références

- [1] Baulch, B., H.T. Pham, and B. Reilly (2012) “Decomposing the Ethnic Gap in Rural Vietnam, 1993–2004”. *Oxford Development Studies* 40(1): 87–117.
- [2] CEMA (2019) *Drivers of Socio-Economic Development Among Ethnic Minority Groups in Vietnam*, Australia-World Bank partnership, World Bank. Research Report.
- [3] Dương Bích Hạnh (2008) “Contesting Marginality: Consumption, Networks, and Everyday Practice among Hmong Girls in Sa Pa, Northwestern Vietnam.” *Journal of Vietnamese Studies* 3:231-260.
- [4] Gironde, C. (2009) « Réformes, croissance, et augmentation des inégalités dans le delta du fleuve Rouge – Việt Nam (1980-2000) ». *Moussons* 2009 Vol. 13-14.
- [5] Hoang Q.T., L. Pasquier-Doumer, C. Saint-Macary (2018) "Ethnicity and risk sharing network formation: Evidence from rural Viet Nam," WIDER Working Paper Series 2018/134, Helsinki : UNU-WIDER.
- [6] Institute for Studies of Society, Economics and Environment (ISEE) (2011) “Portrayal of Ethnic Minorities.” Printed Newspapers. Hanoi: The Gioi Publishers
- [7] Kerkvliet, B. (2014) “Protests over Land in Vietnam: Rightful Resistance and More.” *Journal of Vietnamese Studies* 9(3): 19-54
- [8] Kozel, V. (2014) *Well Begun but Not Yet Done: Progress and Emerging Challenges for Poverty Reduction in Vietnam*. Washington, DC: World Bank. ISBN: 978-1-4648-0006-1
- [9] London J.D. (2014) *Socialization and its Discontents. Essential Services, Growth and Inequality in Vietnam*, UNDP, Vietnam
- [10] McCaig, B., B. Brandt (2009) “The Evolution of Income Inequality in Vietnam, 1993-2006”, mimeo, Université de Toronto (<http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.513.4704&rep=rep1&type=pdf>)
- [11] McElwee, P. (2008) “‘Blood Relatives’ or ‘Uneasy Neighbors’? Kinh Migrant and Ethnic Minority Interactions in the Trường Sơn Mountains.” *Journal of Vietnamese Studies* 3:81-116.
- [12] Mellac, M., F. Fortunel, D. D. Tran (2010) *La réforme foncière au Vietnam : Analyse des jeux d’acteurs et du processus de transformation des institutions aux échelons central et provincial*. pp.195. Comité Technique "Foncier et développement", GRET, Paris.
- [13] Nguyen H. T. M, T. Kompas, T. Breusch, M. B. Ward. (2017) “Language, Mixed Communes, and Infrastructure: Sources of Inequality and Ethnic Minorities in Vietnam.” *World Development*, 96: 145-162.
- [14] Pasquier-Doumer L., Oudin X., Nguyen T. (2017) *The Importance of Household Businesses and the Informal Sector for Inclusive Growth in Vietnam*, 326 p. Nha Xuat The Gioi, Hanoi.
- [15] Pincus, J., J. Sender (2008) “Quantifying Poverty in Viet Nam: Who Counts?.” *Journal of Vietnamese studies*, 3 (1): 108-150
- [16] Pimhidzai, O. (2018) *Climbing the ladder: poverty reduction and shared prosperity in Vietnam*. Washington, D.C. : World Bank Group
- [17] Rolleston, C., Z. James, L. Pasquier-Doumer and T. N. T. Minh Tam (2013) “Making Progress: Report of the Young Lives School Survey in Vietnam.” *Young Lives, Working Paper 100*, Oxford.
- [18] Schuler, P.J., J. Malesky, D. T. Huyen (2019) “Poverty and economic inequality from Vietnamese citizens’ perspective in 2018.” *Vietnam Law Legal Forum Magazine*
- [19] Singhal, S., U. Beck (2015) “Ethnic Disadvantage In Vietnam: Evidence Using Panel Data”. WIDER Working Paper 2015/097. Helsinki: UNU-WIDER.

- [20] Thang Minh Nguyen, B. M. Popkin (2003) « Évolution des revenus et du système de santé au Vietnam : réduction de la pauvreté et augmentation des inégalités de prise en charge », *Population* 2003/2 (Vol. 58).
- [21] UNDP (2016) *Growth that works for all. Viet Nam Development Report 2015 on inclusive growth*. Hanoi, Social Sciences Publishing House.
- [22] Van de Walle, D., D. Gunewardena (2001) “Sources of Ethnic Inequality in Vietnam.” *Journal of Development Economics* 65 (1): 177–207.
- [23] Viet Nam Provincial Governance and Public Administration Performance, Report 2018 (<https://www.vn.undp.org/content/vietnam/en/home/library/papi-2018.html>)
- [24] Vu Hong Phong (2013) *A mixed methods analysis of drinking cultures in Northern Vietnam*. PhD thesis. Department of Sociology, University of Essex.
- [25] World Bank (2016) *Vietnam 2035 : Toward Prosperity, Creativity, Equity, and Democracy*. Ministry of Planning and Investment of Vietnam, World Bank Washington, DC.